



Le 06 octobre 2016

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
**Finances**  
**Publiques**

## **AU NOM DU SERVICE PUBLIC ET DE LA PROXIMITE**

**Les élu(e)s des 36.000 communes de France font vivre la démocratie à proximité. Pour les aider dans leur action quotidienne et malgré les amputations d'emplois et de moyens, les agents des trésoreries et services de proximité de la DGFIP tentent encore d'apporter, avec leur implication professionnelle, l'appui d'un service public comptable répondant aux besoins de tous les administrés et les garanties nécessaires dans l'exercice de leurs mandats d'élus.**

C'est cette réalité que minent politiques d'austérité pour les services de l'État et les collectivités locales, acte III de la décentralisation et réorganisation territoriale de l'État qui lui est liée, mais également les « réformes » propres à la DGFIP.

La prochaine étape est déjà programmée avec l'« expérimentation » déjà lancée de centres de services communs ou autres services d'appui au réseau qui vont vider, à coup de serpe « dématérialisante », encore un peu plus les trésoreries de leur substance. Une fois concentrés et mutualisés le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses, il ne restera rien de compétences au comptable de proximité et à ce qu'il lui restera d'agents ! C'est pourtant sa présence physique auprès de son équipe, qui permet la connaissance de l'environnement comptable de la collectivité et l'analyse financière sur laquelle il serait censé se recentrer ! La concurrence des experts comptables promus par la loi Macron a de beaux jours devant elle !...

Pour les plus grandes des collectivités, les services facturiers mettent également en œuvre la logique « back office/front office ». L'Inspection Générale des Finances mandatée par Bercy propose de concentrer toujours plus en réduisant la DGFIP en « prestataire de services sur la démarche de certification des comptes » de ces collectivités !

**Non, il ne s'agit pas de saborder les missions de la gestion publique  
auprès des collectivités territoriales, mais de les supprimer !**

Dématérialisation et numérisation, inadaptées aux besoins divers des usagers, ne sont que faux semblants « modernisateurs » derrière lesquelles nos ministres tentent de dissimuler la casse des missions !

Le dogme hors sol de la réduction de la dépense publique, ses amputations en emplois et en moyens, ne masquent plus l'abandon en cours de ces missions auprès des collectivités et de leurs administré(e)s, symbolisé par le recours désormais permis au secteur privé lucratif pour le recouvrement des produits locaux ! Le pseudo « bon sens » budgétaire ne fait plus illusion ! Agent(e)s, élu(e)s, administré(e)s, citoyen(ne)s, allons nous laisser faire encore plus longtemps ce démembrement ?!!! Allons nous leur laisser croire que nous sommes dupes ?!!

*A partir du 10 octobre agissons  
Le 17 octobre, appel à bloquer physiquement un site par direction,  
le 15 novembre journée de grève nationale et de manifestations.  
Maintenant, on reprend tout !*

**Pour nous joindre : [contact@solidairesfinancespubliques.fr](mailto:contact@solidairesfinancespubliques.fr)**